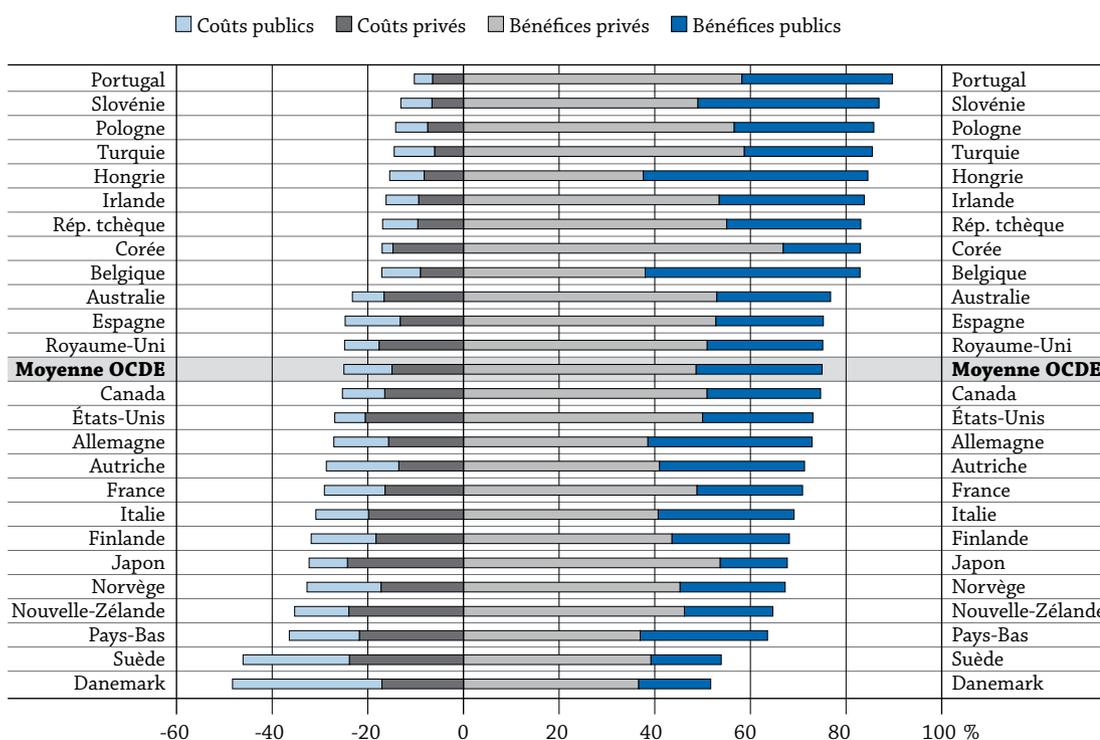


QUELS SONT LES FACTEURS QUI INCITENT À INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ?

- En moyenne, dans les 25 pays de l'OCDE à l'étude, le rendement total public et privé (valeur actuelle nette) de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires, puis de fin d'études tertiaires, s'établit à 380 000 USD chez les hommes.
- Le rendement public net de l'investissement dans une formation tertiaire s'élève à 91 000 USD chez les hommes, soit près du triple de l'investissement public.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'avantage salarial brut associé à l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires est supérieur à 300 000 USD chez les hommes et à 200 000 USD chez les femmes.

Graphique A9.1. Répartition des coûts/bénéfices publics/privés de l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire (CITE 5 et 6) lors de la formation initiale chez les individus de sexe féminin (2007 ou année de référence indiquée)



Remarque : années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant des bénéfices (publics et privés) en proportion de la valeur actuelle nette (publique et privée) pour les femmes immédiatement après l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire (CITE 5/6).

Source : OCDE. Tableaux A9.3 et A9.4. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932467488>

■ Contexte

L'avantage pécuniaire que procure l'élévation du niveau de formation incite les individus à faire cet investissement, quitte à retarder l'achat de biens de consommation. Sous l'angle de l'action publique, il est essentiel de tenir compte de ces motivations financières pour comprendre le flux des effectifs dans le système d'éducation. Une forte hausse de la demande d'éducation peut

entraîner une forte augmentation des salaires et des rendements, bien avant que l'offre ne s'ajuste à la nouvelle conjoncture. Ce type de phénomène doit alerter tant le système de l'éducation que les individus, car il est le signe qu'il faut investir davantage.

Dans certains pays, toutefois, le marché du travail ne met pas nécessairement cet aspect de la demande en évidence, à cause du droit du travail et des cadres rigides, qui tendent à cloisonner les salaires entre les niveaux de formation. Outre ces aspects liés au marché du travail, des composantes majeures du rendement de l'éducation sont en rapport direct avec l'action publique : l'accessibilité de l'enseignement, la fiscalité et la part du coût de l'éducation à charge des individus. L'avantage économique que procure l'élévation du niveau de formation profite non seulement aux individus, mais aussi à la société, au travers de la réduction des transferts sociaux et de l'augmentation des recettes fiscales, dès l'entrée des individus dans la vie active. Il est important de tenir compte de l'équilibre entre le rendement public et le rendement privé lors de l'élaboration des politiques.

■ **Autres faits marquants**

- **Les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire peuvent compter**, par comparaison à ceux dont le niveau de formation est inférieur, **sur un avantage salarial brut supérieur à 200 000 USD** pendant toute leur vie active en Autriche, aux États-Unis, en Norvège, au Portugal et au Royaume-Uni.
- **L'avantage salarial brut associé à une formation tertiaire est important, tant pour les hommes que pour les femmes.** En Corée, en Hongrie, en Irlande, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Slovénie, les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire peuvent espérer gagner au cours de leur carrière au moins 400 000 USD de plus que les hommes titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires. Ce chiffre est supérieur à 600 000 USD aux États-Unis.
- **Les femmes qui investissent dans une formation tertiaire peuvent espérer en retirer un avantage net supérieur à 100 000 USD**, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. En Corée, aux États-Unis, en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni et en Slovénie, la valeur actuelle nette de cet investissement est supérieure à 150 000 USD, ce qui incite fortement à obtenir un diplôme de ce niveau d'enseignement.
- **Les individus investissent 50 000 USD en moyenne pour obtenir un diplôme de fin d'études tertiaires**, compte tenu des coûts directs et indirects. Cet investissement représente plus de 100 000 USD chez les hommes aux États-Unis et au Japon.

Analyse

Rendement financier de l'investissement dans l'éducation

Pour évaluer le bénéfice global de l'éducation, on peut estimer la valeur économique de l'investissement, c'est-à-dire déterminer dans quelle mesure les coûts de l'élévation du niveau de formation donnent lieu à une augmentation des revenus du travail.

Les bénéfices sont calculés compte tenu des recettes fiscales, des cotisations sociales et des transferts sociaux ainsi que de la variation de la probabilité de trouver du travail entre les niveaux de formation pour montrer la répartition des coûts et bénéfices entre l'individu privé et le secteur public. Les coûts retenus sont les dépenses publiques et privées directes, le manque à gagner durant les études – ajusté en fonction de la probabilité de trouver du travail – ainsi que le manque à gagner lié à la fiscalité, aux cotisations sociales et aux transferts sociaux. Cet indicateur se base sur des données de 2007 ou de l'année la plus récente disponible.

Dans les faits, l'élévation du niveau de formation génère un ensemble complexe d'effets fiscaux, au-delà de ceux retenus ici. Comme les revenus augmentent généralement avec le niveau de formation, les individus dont le niveau de formation est plus élevé consomment davantage de biens et services et, donc, contribuent davantage aux recettes fiscales. Dans ce calcul, le rendement public est donc sous-évalué.

Les individus mieux rémunérés ont tendance à financer davantage leur retraite : ils jouissent donc de revenus supplémentaires une fois à la retraite, mais cet avantage n'est pas pris en compte dans cette analyse. De même, de nombreux pays prévoient l'octroi de bourses et de prêts d'études à des taux inférieurs à ceux retenus ici. Ces aides publiques peuvent avoir un impact considérable sur le rendement privé de l'éducation. Pour toutes ces raisons, la prudence est de rigueur lors de l'analyse du rendement de l'éducation dans les différents pays.

Les coûts et bénéfices sont actualisés à un taux réel de 3 %, car les calculs sont réalisés en prix constants (voir la section « Méthodologie » pour plus de précisions sur le taux d'actualisation). Les bénéfices financiers d'un diplôme de l'enseignement tertiaire sont comparés à ceux d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, lesquels sont comparés à un diplôme de niveau inférieur. Les comparaisons portent sur la situation relative des femmes entre elles et des hommes entre eux.

Facteurs incitant les individus à investir dans l'éducation

Deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire

Le tableau A9.1 montre la valeur de chaque composante et la valeur actuelle nette de l'investissement global dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, chez les femmes et chez les hommes.

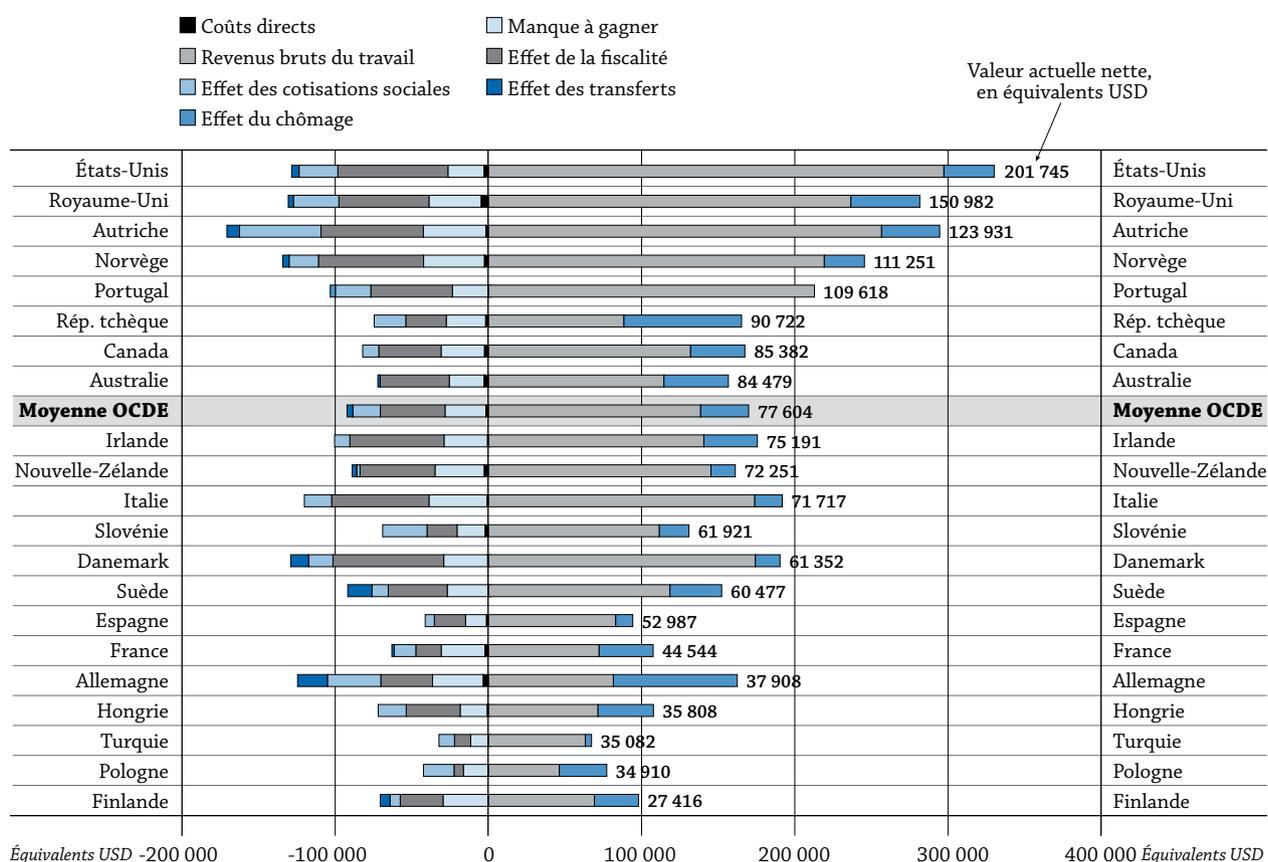
À ces niveaux d'enseignement, les coûts directs de l'éducation sont négligeables et le manque à gagner pendant les études représente la part la plus importante du coût de l'investissement, chez les hommes (voir le graphique A9.2). Le manque à gagner varie fortement entre les pays, selon la durée des études, les niveaux de salaire et la probabilité de trouver un emploi. Il est inférieur à 15 000 USD en Espagne et en Turquie, mais supérieur à 35 000 USD en Autriche, en Italie et en Norvège. Si les jeunes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont de bonnes chances de trouver un emploi, le coût de l'investissement dans la poursuite des études augmente.

Les effets liés aux revenus bruts du travail et au risque réduit de chômage durant la vie active sont imputés dans les bénéfices de l'éducation. Dans la plupart des pays, les hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire bénéficient d'un avantage salarial significatif par rapport à ceux dont le niveau de formation est inférieur. La valeur associée à la diminution du risque de chômage peut également être élevée. En Allemagne et en République tchèque, l'amélioration des perspectives des hommes sur le marché du travail représente l'équivalent de 75 000 USD au moins.

Dans l'ensemble, investir dans l'éducation au-delà de la scolarité obligatoire génère un rendement important, tant pour les individus que pour la société. Les hommes qui investissent dans une formation du deuxième cycle

de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire peuvent espérer en retirer tout au long de leur vie active un avantage net de 78 000 USD de plus que ceux dont le niveau de formation est inférieur. Ce rendement varie toutefois considérablement entre les pays : il est supérieur à 150 000 USD aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais inférieur à 40 000 USD en Allemagne, en Finlande, en Hongrie, en Pologne et en Turquie (voir le tableau A9.1).

Graphique A9.2. Composantes de la valeur actuelle nette privée de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires (CITE 3 et 4) chez les individus de sexe masculin (2007 ou année de référence indiquée)



Remarque : années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette.

Source : OCDE. Tableau A9.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467488>

Dans l'ensemble, un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires génère un rendement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Échappent à ce constat l'Espagne, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie et la Pologne. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les femmes peuvent compter sur un avantage net de 63 000 USD durant leur vie active. Certains pays prévoient des mesures de protection sociale qui peuvent dissuader les femmes d'investir dans la poursuite de leurs études, en particulier dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans plusieurs pays, les salaires peu élevés des femmes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire se conjuguent aux prestations sociales pour réduire, dans une certaine mesure, l'avantage financier de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires.

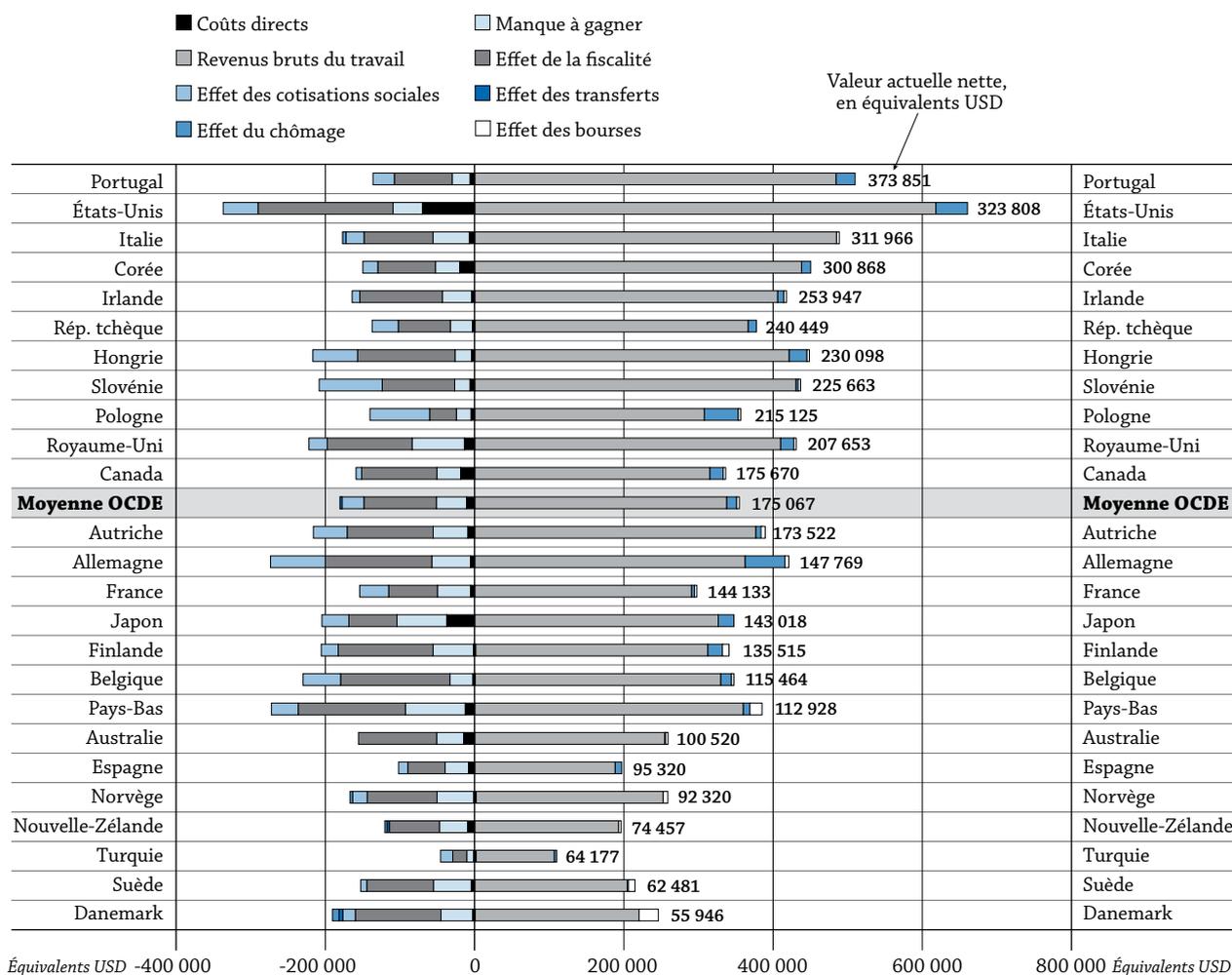
A9

Enseignement tertiaire

Le rendement privé de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est élevé : il représente, en moyenne, le double de celui associé à l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ce qui montre que ce diplôme de fin d'études secondaires est devenu la norme dans les pays de l'OCDE. Dans certains pays, les individus doivent poursuivre des études jusque dans l'enseignement tertiaire pour bénéficier pleinement de l'avantage financier associé à la poursuite des études au-delà de la scolarité obligatoire.

L'investissement dans des études tertiaires génère un rendement plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans tous les pays, sauf en Australie, en Espagne et en Turquie, où c'est l'inverse (voir le tableau A9.3). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, une femme qui investit dans une formation tertiaire peut espérer en retirer un avantage net de 110 000 USD. Cet avantage net frôle les 175 000 USD chez les hommes.

Graphique A9.3. Composantes de la valeur actuelle nette privée de l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires (CITE 5 et 6) chez les individus de sexe masculin (2007 ou année de référence indiquée)



Remarque : années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette.

Source : OCDE. Tableau A9.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467488>

Encadré A9.1. Méthode d'estimation du rendement de l'éducation

Dans l'ensemble, il existe deux approches principales pour estimer le rendement financier de l'éducation : d'une part, celle basée sur la théorie de l'investissement décrite dans la littérature financière et, d'autre part, celle basée sur le modèle économétrique proposée dans la littérature sur l'économie du travail.

À la base de l'approche sous l'angle de la théorie de l'investissement se trouve le taux d'actualisation (la valeur temporelle de l'argent) qui permet de comparer les flux financiers dans le temps. Le taux d'actualisation peut être estimé comme un taux de rendement interne, qui correspond au point d'équivalence entre les coûts et les bénéfices, ou comme un taux prenant aussi en compte le risque inhérent à l'investissement, qui consiste alors à calculer une valeur actuelle nette, avec des bénéfices exprimés en unités monétaires.

Avec l'approche économétrique, que l'on doit à Mincer (1974), le rendement de l'éducation est estimé sous la forme d'une régression qui rapporte les avantages financiers à la durée de la formation, à l'expérience professionnelle et à la durée de la carrière. Ce modèle élémentaire a été affiné par la suite pour inclure le niveau de formation et l'impact de l'emploi, ainsi que des variables de contrôle, telles que le sexe et les conditions de travail (travail à temps partiel, relations contractuelles, exploitation des compétences, etc.). L'inconvénient de cette méthode réside dans la rareté des données, abstraction faite des revenus bruts, qui rend difficile l'évaluation des facteurs qui incitent réellement les individus à investir dans l'éducation.

Abstraction faite du problème de la disponibilité des données, la principale différence entre les deux approches réside dans le fait que le modèle fondé sur la théorie de l'investissement est prospectif (même si des données antérieures sont généralement utilisées), alors que le modèle économétrique cherche à déterminer l'impact réel du niveau de formation sur les revenus du travail au moyen du contrôle d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les revenus et sur le taux de rendement. Cette différence n'est pas sans conséquence pour les hypothèses à la base de l'estimation du taux de rendement de l'éducation et pour l'interprétation de ce taux. Comme l'approche fondée sur la théorie de l'investissement se concentre sur les facteurs d'incitation présents au moment où est prise la décision d'investir, il est prudent de contrôler d'autres facteurs, comme les conditions de travail, qui interviennent dans le rendement dont un individu peut espérer bénéficier lorsqu'il décide d'investir dans l'élévation de son niveau de formation, mais qui sont inconnus à ce moment.

Les résultats des deux approches peuvent différer sensiblement à cause de l'effet des variables de contrôle et de la pente des courbes de revenus. De même, les rendements peuvent également varier entre des modèles d'actualisation selon les hypothèses retenues et l'importance des flux financiers et leur répartition dans le temps. Il n'est donc pas pertinent de comparer les rendements entre les deux approches.

La valeur actuelle de l'avantage salarial brut associé à un diplôme de l'enseignement tertiaire est élevée, tant chez les hommes que chez les femmes. Les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire peuvent espérer gagner pendant leur vie active au moins 400 000 USD de plus que les hommes titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires en Corée, aux États-Unis, en Hongrie, en Irlande, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Slovénie.

Le graphique A9.3 montre les composantes du rendement d'une formation tertiaire chez les hommes dans les différents pays. Par comparaison avec une formation du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non tertiaire, l'impact de la probabilité du chômage est moins marqué que l'effet du différentiel salarial, et l'impact de la fiscalité et des coûts directs de l'éducation est plus important.

L'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire procure un avantage important aux hommes en Corée, aux États-Unis, en Italie et au Portugal, où cet investissement génère un rendement de plus de 300 000 USD au cours de la vie active, ce qui constitue une incitation financière convaincante. Le rendement de l'enseignement tertiaire est inférieur au Danemark, en Nouvelle-Zélande, en Suède et en Turquie, où les hommes diplômés

de ce niveau d'enseignement peuvent tabler sur un avantage net compris entre 56 000 USD et 74 000 USD au cours de leur vie active. La variation du rendement entre les pays est en grande partie imputable à la variation des différentiels salariaux. Dans certains pays, des facteurs liés à la l'offre et à la demande de profils très qualifiés sur le marché du travail ont un impact important, alors que dans d'autres, c'est la structure globale de rémunération (compression des salaires) qui est la plus déterminante.

Réduire le coût de la poursuite des études est un moyen qui permet d'atténuer l'effet dissuasif d'un rendement peu élevé sur le marché du travail. En plus de financer les coûts directs de l'éducation, un certain nombre de pays prévoient l'octroi de bourses et de prêts d'études qui réduisent les coûts de l'investissement et augmentent son attrait. Les bourses sont très importantes en Autriche, au Danemark, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède, où elles représentent plus de 15 % de l'investissement total (coûts directs et manque à gagner). Au Danemark, plus de 55 % de l'investissement privé est subventionné.

De nombreux pays prévoient également l'octroi de bourses généreuses et de prêts d'études à des conditions avantageuses qui réduisent les coûts de l'investissement et augmentent son attrait (cette thématique sera analysée de manière plus approfondie dans les prochaines éditions de *Regards sur l'éducation*). Les bourses et les prêts d'études sont très importants pour inciter des individus de condition plus modeste à faire des études. Toutefois, il est dangereux de se concentrer uniquement sur les aspects de l'investissement liés à l'offre. Comme les générations plus jeunes sont plus mobiles, une structure de rémunération trop peu élevée des individus hautement qualifiés engendrerait le départ de certains d'entre eux vers des pays où les revenus potentiels sont plus élevés.

Les effets de la fiscalité et des coûts directs de l'éducation (frais de scolarité) qui dépendent, dans une certaine mesure, du soutien des pouvoirs publics aux niveaux supérieurs d'enseignement se neutralisent jusqu'à un certain point. Dans les pays où les frais de scolarité sont faibles, voire nuls, les individus remboursent généralement l'investissement consenti pour eux par les pouvoirs publics une fois entrés dans la vie active, au travers d'un régime fiscal progressif. En revanche, dans les pays où une plus grande partie de l'investissement dans l'éducation est à la charge des individus (au travers des frais de scolarité), ceux-ci jouissent également d'une plus grande partie de leur avantage salarial, qui est lui-même plus élevé. Dans l'ensemble, il existe une corrélation positive, bien que faible, entre les coûts directs privés de l'élévation du niveau de formation et sa valeur actuelle nette.

Rendement public de l'investissement dans l'éducation

Les tableaux A9.2 et A9.4 indiquent le rendement public de l'obtention, durant la formation initiale, d'une part, d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires et, d'autre part, d'un diplôme de fin d'études tertiaires. Le graphique A9.4 montre le coût public et le coût privé de l'investissement dans une formation tertiaire chez les hommes. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'investissement dans une formation tertiaire dépasse 85 000 USD chez les hommes. Ce montant comprend les coûts publics et privés directs et indirects, soit le manque à gagner de l'individu pendant ses études et le manque à gagner fiscal qui en résulte. Il passe la barre des 100 000 USD en Autriche, au Danemark, aux États-Unis, au Japon, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède (voir le graphique A9.4).

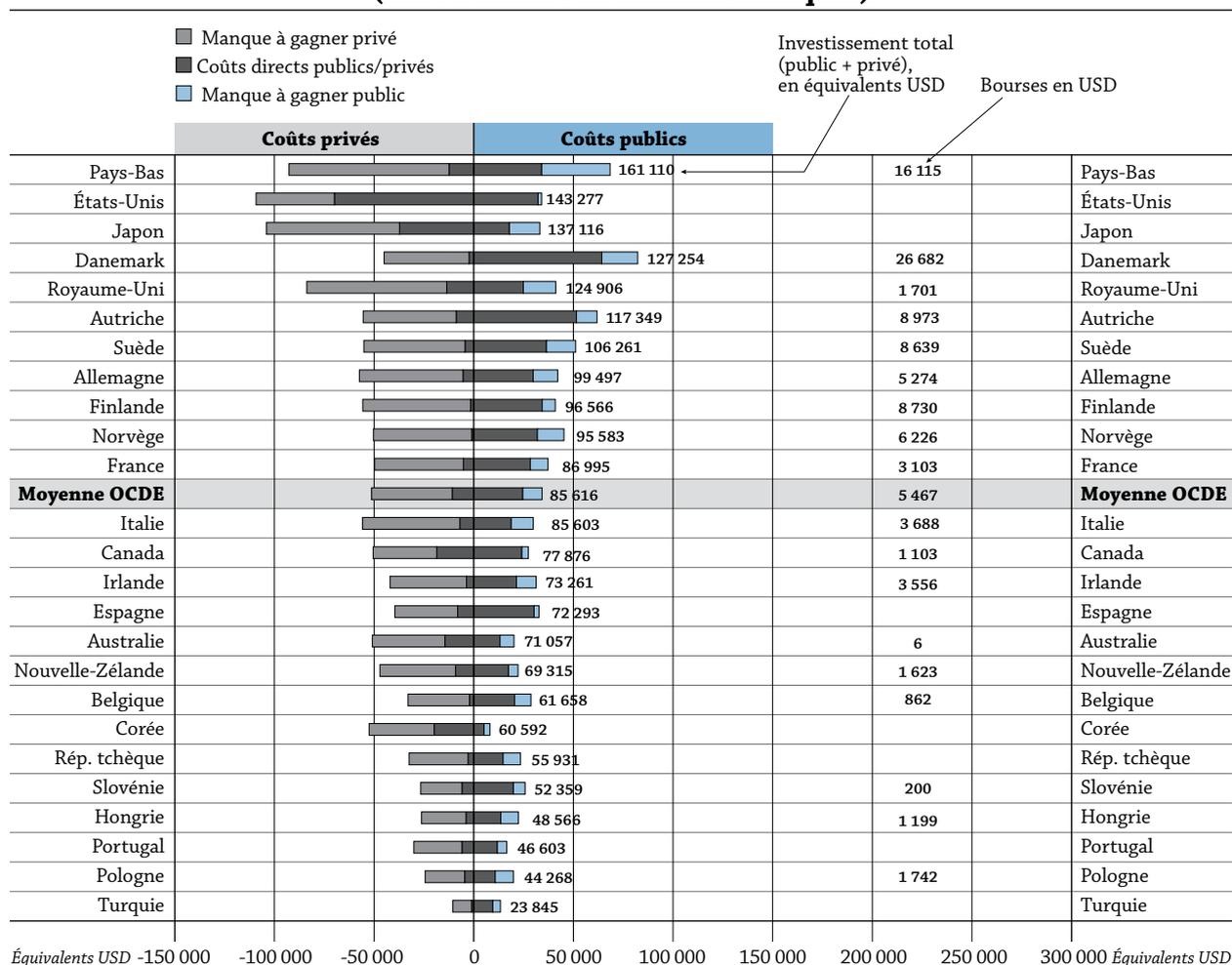
Le coût direct de l'éducation est généralement en grande partie à charge des pouvoirs publics, si ce n'est en Australie, en Corée, aux États-Unis et au Japon, où les coûts privés directs (les frais de scolarité, par exemple) représentent plus de la moitié du coût total de l'investissement public. Chez les hommes, le coût global de l'investissement public, soit les coûts directs et les coûts indirects (le manque à gagner en termes d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales), dans une formation tertiaire s'élève à plus de 50 000 USD en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède, mais ne représente pas plus de 15 000 USD en Corée et en Turquie. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, l'investissement public dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire s'élève à 34 000 USD chez les hommes (voir le tableau A9.4).

L'investissement public dans l'enseignement tertiaire est élevé dans de nombreux pays, mais l'investissement privé y est supérieur dans la plupart d'entre eux. Si les coûts directs et indirects sont pris en compte, les individus investissent plus de 80 000 USD dans l'obtention d'un diplôme de fin d'études tertiaires aux États-Unis,

au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les coûts directs, tels que les frais de scolarité, représentent 20 % de l'investissement total consenti par les individus pour obtenir un diplôme de l'enseignement tertiaire. Les coûts directs représentent plus de 60 % de l'investissement aux États-Unis et entre 35 % et 40 % au Canada, en Corée et au Japon (voir le tableau A9.3).

La décision de poursuivre des études tertiaires peut être difficile à prendre, car les enjeux en sont très importants, surtout pour les jeunes de condition plus modeste. De nombreux pays proposent des bourses aux étudiants pour alléger les coûts à leur charge. Les bourses sont particulièrement élevées au Danemark (25 700 USD) et aux Pays-Bas (16 100 USD). Ces bourses ne sont pas incluses dans les coûts publics et privés indiqués dans le graphique A9.4, mais elles sont chiffrées pour illustrer l'importance des transferts entre le secteur public et le secteur privé. Au vu du rendement élevé, tant public que privé, de l'investissement dans une formation tertiaire, les bourses et les prêts d'études sont importants pour éviter que les individus renoncent à cet investissement à cause de problèmes financiers.

Graphique A9.4. Comparaison de l'investissement public et privé lié à l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire (CITE 5 et 6) chez les individus de sexe masculin (2007 ou année de référence indiquée)



Remarque : années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant des coûts totaux (publics + privés).

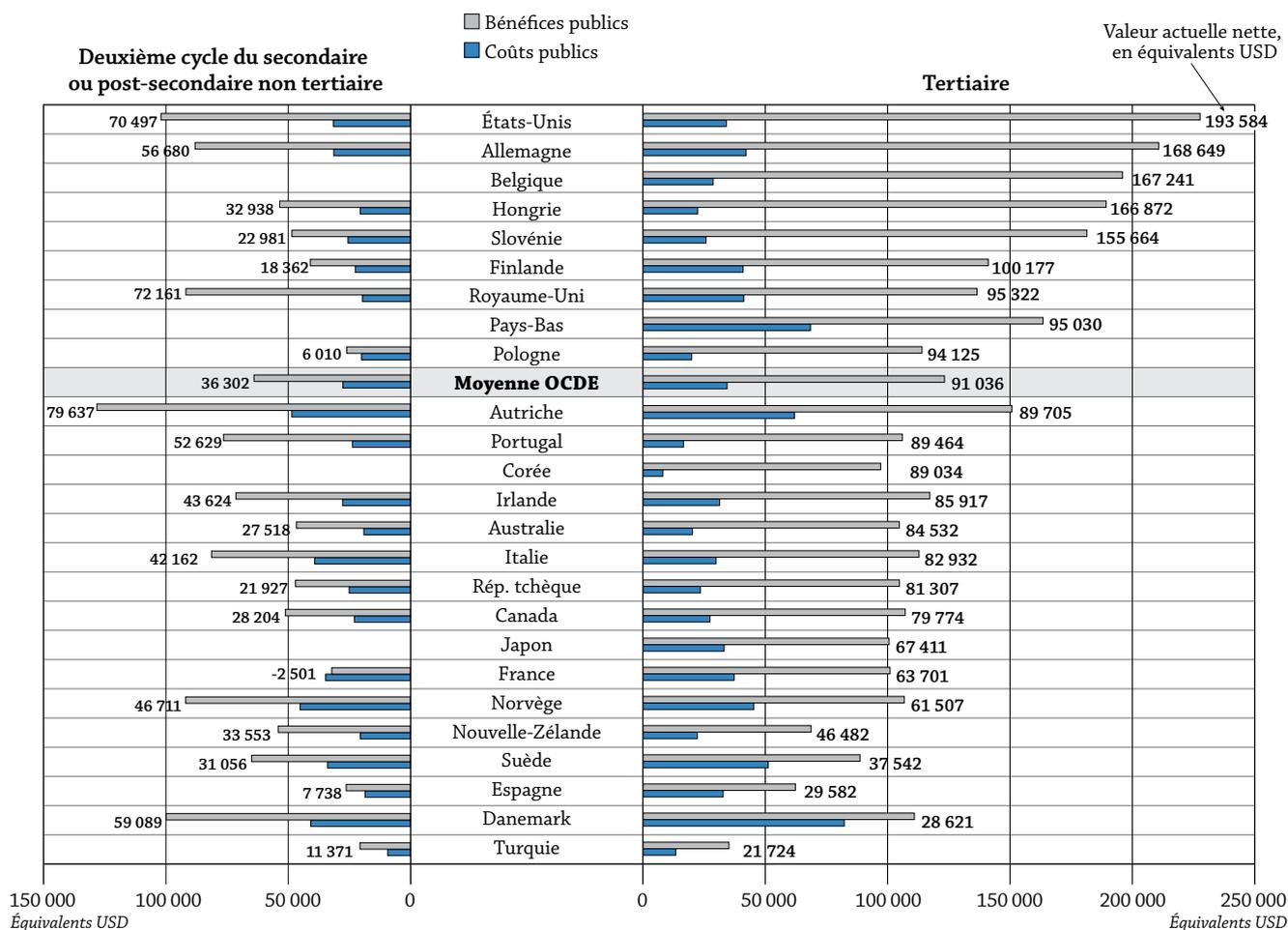
Source : OCDE. Tableaux A9.3 et A9.4. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467488>

A9

Le manque à gagner pendant les études représente une grande partie des coûts privés de l'investissement dans une formation tertiaire, en particulier dans les pays où la durée des études est longue à ce niveau d'enseignement, en l'occurrence en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède (voir l'indicateur B1). Le manque à gagner dépend aussi des niveaux de salaire que les individus peuvent espérer et de la probabilité qu'ils ont de trouver un emploi. La dégradation des perspectives qui s'offrent aux jeunes adultes sur le marché du travail (voir l'indicateur C4) entraîne une diminution des coûts de l'investissement dans une formation tertiaire. Comme les individus plus instruits s'en sortent mieux sur le marché du travail en temps de crise économique, des différentiels de revenus plus importants améliorent le rendement. Les incitations à investir dans l'éducation seront donc vraisemblablement plus fortes, tant pour les individus que pour les pouvoirs publics, dans la plupart des pays de l'OCDE dans les années à venir.

Graphique A9.5. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires et tertiaires chez les individus de sexe masculin (2007 ou année de référence indiquée)



Remarques : la Corée n'est pas incluse dans le tableau en raison de la qualité insuffisante des données sur ce niveau de formation. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire. Les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

Années de référence : 2005 pour l'Australie, la Belgique et la Turquie ; 2006 pour l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; et 2007 pour les autres pays.

Les flux de trésorerie sont actualisés à un taux d'intérêt de 3 %.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la valeur actuelle nette pour l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire.

Source : OCDE. Tableaux A9.2 et A9.4. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467488>

L'investissement dans l'éducation génère aussi un rendement public : l'élévation du niveau de revenus entraîne l'augmentation des cotisations sociales et des recettes fiscales, et la diminution des transferts sociaux. Le graphique A9.5 compare les coûts et bénéfices publics de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation des individus de sexe masculin pour atteindre, d'une part, le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire et, d'autre part, l'enseignement tertiaire.

Chez les hommes, le rendement public de l'investissement dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement post-secondaire non tertiaire est positif dans tous les pays. Le rendement public net d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires s'élève à 36 000 USD, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Il dépasse 70 000 USD en Autriche, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Quant à l'investissement dans la formation des femmes dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement post-secondaire non tertiaire, il génère un rendement public moins élevé : il est inférieur de 10 000 USD à celui des hommes, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir le tableau A9.2). Toutefois, le rendement est plus de deux fois plus élevé, en moyenne, que le coût public total d'une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire, tant chez les hommes que chez les femmes. Dans quelques pays, les individus doivent poursuivre des études au-delà du deuxième cycle de l'enseignement secondaire pour maximiser le rendement public de l'élévation de leur niveau de formation.

Le rendement public d'une formation dans l'enseignement tertiaire est nettement plus élevé que celui d'une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou l'enseignement post-secondaire non tertiaire, ce qui s'explique en partie par le fait que les individus prennent à leur charge une plus grande partie de l'investissement. L'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales et la diminution des transferts sociaux qui résultent des niveaux de revenus plus élevés des diplômés de l'enseignement tertiaire sont, toutefois, les facteurs les plus importants. Ce rendement, considéré sur toute la vie active des individus, est supérieur à 190 000 USD en Allemagne, en Belgique et aux États-Unis (voir le graphique A9.5).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement dans une formation dans l'enseignement tertiaire s'élève à plus de 90 000 USD chez les hommes et à 55 000 USD chez les femmes. Même compte tenu des bourses versées aux étudiants, le rendement public représente, en moyenne, plus du quadruple des coûts. En Corée et en Hongrie, le rendement est dix fois supérieur au montant investi par les pouvoirs publics dans la formation des individus dans l'enseignement tertiaire.

Rendement de l'investissement, fiscalité et avantages sur le marché du travail

Le rendement public et privé de la formation dépend dans une grande mesure de la dispersion globale des revenus du travail. Une structure resserrée induit généralement un rendement inférieur de l'élévation du niveau de formation. C'est particulièrement vrai dans les pays nordiques (au Danemark, en Norvège et en Suède) et en Nouvelle-Zélande. Les pays nordiques compensent les effets de la structure salariale peu élevée grâce à la quasi-gratuité des études supérieures et à l'octroi de bourses généreuses aux étudiants. En Nouvelle-Zélande, une partie des coûts directs est à charge des individus, mais la fiscalité est peu élevée (voir l'indicateur A10).

Les inégalités de revenus sont nettement plus grandes dans un certain nombre de pays, ce qui se reflète également dans les avantages salariaux bruts dont jouissent les diplômés de l'enseignement tertiaire. Dans quelques pays où les coûts sont globalement moins élevés, les différentiels de revenus sont imputables à l'offre et à la demande.

Bien que la structure globale de coûts et de revenus soit peu élevée en Hongrie, en Pologne, au Portugal, en République tchèque et en Slovaquie, l'élévation du niveau de formation génère un avantage salarial brut nettement plus élevé durant la vie active que dans le groupe précédent de pays. Le pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire est nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE (voir l'indicateur A1) et l'avantage salarial a augmenté dans la plupart de ces pays au cours des dix dernières années (voir l'indicateur A8). Ce constat suggère une pénurie de travailleurs plus instruits, qui a creusé les inégalités salariales au fil du temps. En conséquence, les incitations à investir sont plus fortes, ce qui ressort également de l'augmentation sensible des taux d'accès dans les niveaux supérieurs d'enseignement ces dernières années (voir l'indicateur A2). Comme la demande de travailleurs plus instruits continuera d'augmenter à l'avenir, il faudra du temps pour atteindre un certain équilibre.

A9

La demande de travailleurs plus instruits semble également distancer l'offre dans d'autres pays. Les revenus du travail relatifs ont nettement progressé ces dix dernières années en Allemagne (de 22 points de pourcentage) ainsi qu'aux États-Unis et en Italie (voir le tableau A8.2a). Le pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire est supérieur à la moyenne de l'OCDE (30 %) aux États-Unis (41 %), mais il y est inférieur en Allemagne (26 %) et nettement inférieur en Italie (15 %) (voir le tableau A1.3a). Le degré d'adéquation entre l'offre et la demande de travailleurs plus instruits dépend moins de l'effectif global de travailleurs plus instruits, mais davantage du tissu industriel et du rythme de développement économique. En réaction à l'augmentation de la demande et des avantages salariaux, les taux d'accès dans l'enseignement tertiaire ont progressé dans ces trois pays au cours des dix dernières années, mais ils restent inférieurs à la moyenne de l'OCDE en Allemagne et en Italie (voir le tableau C2.2).

Comme les revenus bruts et les avantages salariaux varient sensiblement entre les pays de l'OCDE, la fiscalité et le rendement public varient aussi dans une mesure plutôt à l'opposé des idées reçues. En raison des avantages salariaux peu élevés dans les pays nordiques, les revenus du travail des diplômés de l'enseignement tertiaire sont généralement inférieurs à la tranche de revenus où des taux marginaux d'imposition élevés sont appliqués. Les avantages publics de l'élévation du niveau de formation découlant de la fiscalité et des cotisations de sécurité sociale sont généralement les plus élevés dans les pays où les différentiels de revenus sont importants ou où les niveaux moyens de revenus atteignent des tranches fortement imposées.

La fiscalité et les cotisations sociales supplémentaires à charge des diplômés de l'enseignement tertiaire sont élevées en Allemagne, en Belgique, aux États-Unis, en Hongrie, aux Pays-Bas et en Slovénie, par exemple, ce qui montre à quel point il est important que les pouvoirs publics adoptent une approche globale pour prendre des décisions stratégiques à propos de l'investissement dans l'éducation. Les politiques fiscales et sociales jouent également un grand rôle dans l'amélioration de l'offre de main-d'œuvre, elles sont donc essentielles pour tirer pleinement parti de l'investissement dans l'éducation.

Toutefois, il est important de souligner que dans un certain nombre de pays, la politique fiscale est telle qu'elle réduit les impôts effectivement versés par les individus, en particulier dans les tranches élevées de revenus. De nombreux pays ont instauré des allègements fiscaux au titre des prêts hypothécaires pour favoriser l'accès à la propriété. Ces mesures favorisent essentiellement les individus dont le niveau de formation et le taux marginal d'imposition sont plus élevés. Les incitations fiscales sont particulièrement élevées en matière d'immobilier au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Grèce, en Norvège, aux Pays-Bas, en République tchèque et en Suède. Pour plus de précisions, voir Andrews *et al.* (2011).

Méthodologie

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la **valeur actuelle nette** de l'investissement. Elle consiste à évaluer les coûts et bénéfices enregistrés durant toute la durée de vie et à les rapporter au moment où l'investissement avait été effectué, c'est-à-dire à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt (le taux d'actualisation). Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement. Pour simplifier l'équation et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE.

Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir un taux d'actualisation probant. En 2007, le taux d'intérêt à long terme était de l'ordre de 4.8 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Dans l'hypothèse que les banques centrales ont réussi à ancrer les anticipations d'inflation à 2 % au plus par an, un taux d'intérêt nominal à long terme de 4.8 % correspond à un taux d'intérêt réel de 2.5 % à 3 %. Le taux d'actualisation retenu dans cet indicateur (3 %) reflète le fait que les calculs sont effectués en prix constants. La modification du taux d'actualisation intervenue depuis l'édition de 2009 de *Regards sur l'éducation* a un impact important sur la valeur actuelle nette de l'éducation, dont il y a lieu de tenir compte lors de la comparaison des résultats entre les différentes éditions.

Grâce à l'actualisation des coûts et bénéfices au moyen de ce taux d'intérêt, le rendement financier de l'investissement et la valeur des différentes composantes sont comparables dans le temps et entre les pays. L'utilisation de la même unité d'analyse offre – autre avantage – la possibilité d'ajouter ou de retirer des composantes d'un niveau d'enseignement à l'autre ou entre le secteur privé et le secteur public pour mieux comprendre les interactions entre les différents facteurs.

La valeur actuelle nette est calculée selon la même méthode que le **taux de rendement interne**. La principale différence entre les deux concepts tient à la manière de fixer le taux d'intérêt. Le taux de rendement interne se calcule sur la base du taux d'intérêt correspondant au point d'équivalence entre le coût de l'investissement et l'avantage financier qu'il procure, soit au moment où le seuil de rentabilité est atteint.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette privée, les coûts privés de l'investissement comprennent le manque à gagner après impôts, ajusté de la probabilité de trouver un emploi (dérivée du taux de chômage), et les coûts directs de l'éducation. Ces deux flux financiers sont étalés sur la durée des études. Côté bénéfices, les différences salariales sont calculées sur la base des profils de rémunération par âge entre plusieurs niveaux de formation (inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non tertiaire et, enfin, enseignement tertiaire).

Ces différences de rémunération brute sont corrigées en fonction des différences d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales et de transferts sociaux (allocations d'aide au logement et aides sociales sous condition de ressources) pour obtenir des différences de rémunération nette. Les flux financiers sont ensuite corrigés en fonction de la probabilité de trouver un emploi (taux d'emploi). Ces calculs sont effectués séparément pour les individus de sexe masculin et féminin afin d'intégrer les différences salariales et de taux d'emploi entre les sexes.

Dans le calcul de la valeur actuelle nette publique, les coûts publics comprennent le manque à gagner fiscal pendant les années d'études (impôt sur le revenu et cotisations sociales) et les dépenses publiques (compte tenu de la durée des études). Le manque à gagner fiscal est peu élevé dans certains pays, car le salaire des jeunes adultes est modeste. Les dépenses publiques au titre de l'éducation comprennent les dépenses directes (la rémunération des enseignants, la construction des bâtiments, l'achat de manuels scolaires, etc.) et les transferts publics aux entités privées (les bourses et les aides publiques aux ménages au titre de l'éducation et les transferts aux autres entités privées au titre des formations en entreprise, par exemple, etc.). Sont imputées dans les bénéfices publics l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales, et la diminution des transferts sociaux (notamment les allocations d'aide au logement et les aides sociales qui ne sont plus versées au-delà d'un certain niveau de revenus) qui résultent de l'élévation du niveau de revenus.

Il convient d'émettre ici quelques **réserves conceptuelles** concernant l'estimation du rendement financier :

- Les chiffres rapportés ici sont uniquement des valeurs comptables. Les résultats seraient assurément différents si les estimations économétriques se basaient sur des équations salariales et non sur le cumul des revenus du travail tout au long de la carrière, dérivé des revenus moyens.
- La méthode retenue ici consiste à estimer les futurs revenus du travail à différents niveaux de formation sur la base des revenus bruts moyens actuels par âge et niveau de formation. Toutefois, rien ne permet d'affirmer que la relation entre les niveaux de formation et les revenus restera inchangée à l'avenir. Les progrès technologiques et le développement économique et social pourraient modifier la relation entre les niveaux de formation et les revenus.
- La variation des rendements qui s'observe entre les pays s'explique en partie par des différences institutionnelles et des différences contextuelles qui n'obéissent pas aux lois du marché, par exemple les cadres institutionnels qui limitent la variation des revenus du travail.
- Les estimations des bénéfices tiennent compte de la diminution du risque de chômage sous l'effet de l'élévation du niveau de formation, même si cela a pour conséquence d'introduire un biais dû au stade du cycle économique au moment de la collecte des données. Comme les individus plus qualifiés ont plus de chances de travailler, la valeur de l'éducation augmente lorsque le taux de croissance économique est faible.

A9

Par souci de comparabilité internationale, un certain nombre d'hypothèses restrictives ont été appliquées lors de l'estimation du taux de rendement. Dans le calcul du coût des investissements dans l'éducation, le manque à gagner a été normalisé pour correspondre au salaire minimum légal ou à son équivalent dans les pays dont les chiffres sur les revenus incluent les revenus des travailleurs à temps partiel ou, en l'absence de salaire minimum légal, au salaire calculé sur la base des salaires fixés dans les conventions collectives. Cette hypothèse a été retenue pour compenser les revenus du travail particulièrement peu élevés des individus âgés de 15 à 24 ans, à l'origine des estimations trop élevées présentées dans des éditions antérieures de *Regards sur l'éducation*. Le manque à gagner est calculé sur la base des revenus effectifs en Hongrie, au Japon, aux Pays-Bas, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni, où les revenus des travailleurs à temps partiel sont exclus des données sur les revenus du travail.

Les méthodes appliquées pour calculer les taux de rendement sont décrites à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Références

Andrews, D., A. Caldera Sánchez et A. Johansson (2011), « Housing Markets and Structural Policies in OECD Countries », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 836, Éditions OCDE.

Mincer, J. (1974), *Schooling, Experience, and Earnings*, National Bureau of Economic Research, New York.

OCDE (2011), « A User's Guide to Indicator A9 – Incentives to Invest in Education » (disponible en ligne, www.oecd.org/edu/eag2011).

Tableau A9.1. [1/2] Valeur actuelle nette privée et taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires lors de la formation initiale, en équivalents USD (2007 ou année de référence indiquée)

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
HOMME													
OCDE	Australie	2005	-2 891	-22 661	-25 553	114 598	-45 267	0	-1 364	42 065	110 032	84 479	14.4 %
	Autriche	2007	-1 635	-40 820	-42 456	256 673	-66 828	-53 151	-8 227	37 919	166 386	123 931	12.3 %
	Belgique ¹												
	Canada	2007	-2 642	-28 223	-30 865	131 999	-40 678	-10 499	0	35 426	116 248	85 382	12.2 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-1 870	-25 632	-27 502	88 484	-26 424	-20 613	0	76 777	118 224	90 722	14.3 %
	Danemark	2007	-547	-28 599	-29 146	174 294	-72 337	-15 813	-11 720	16 073	90 497	61 352	13.3 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-191	-29 402	-29 592	69 256	-27 948	-6 651	-6 392	28 744	57 009	27 416	7.5 %
	France	2007	-2 284	-28 513	-30 797	72 305	-16 559	-14 580	-1 082	35 258	75 341	44 544	8.7 %
	Allemagne	2007	-3 435	-33 027	-36 462	81 600	-33 742	-34 846	-19 501	80 860	74 370	37 908	7.4 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-814	-17 604	-18 417	71 585	-35 211	-18 296	0	36 147	54 225	35 808	10.9 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-666	-28 309	-28 975	140 658	-61 467	-9 941	0	34 915	104 166	75 191	9.6 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-884	-37 895	-38 780	173 902	-63 557	-17 786	0	17 938	110 497	71 717	7.2 %
	Japon ²												
	Corée ³												
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas ¹												
	Nouvelle-Zélande	2007	-2 787	-32 043	-34 830	145 304	-49 007	-2 097	-2 992	15 872	107 081	72 251	9.0 %
	Norvège	2007	-2 674	-39 641	-42 315	219 291	-68 618	-19 139	-4 147	26 179	153 566	111 251	13.2 %
	Pologne	2006	-177	-16 120	-16 297	46 352	-6 124	-19 927	0	30 906	51 207	34 910	10.6 %
	Portugal	2006	-12	-23 445	-23 456	212 846	-53 287	-23 133	0	-3 353	133 074	109 618	11.5 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovénie	2007	-2 176	-18 284	-20 460	111 618	-19 595	-28 948	0	19 307	82 381	61 921	12.1 %
	Espagne	2007	-1 348	-13 578	-14 926	83 112	-20 353	-5 965	0	11 119	67 913	52 987	9.5 %
	Suède	2007	-22	-26 828	-26 850	118 530	-38 526	-10 616	-15 802	33 742	87 328	60 477	11.7 %
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Turquie	2005	-336	-11 218	-11 554	63 318	-10 584	-10 115	0	4 017	46 637	35 082	9.5 %
	Royaume-Uni	2006	-4 773	-34 026	-38 799	236 619	-58 798	-29 668	-3 350	44 978	189 781	150 982	13.5 %
	États-Unis	2007	-2 872	-23 524	-26 397	297 360	-71 888	-25 293	-4 848	32 811	228 142	201 745	21.4 %
	Moyenne OCDE		-1 668	-26 638	-28 306	138 557	-42 228	-17 956	-3 782	31 319	105 910	77 604	11.4 %

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

3. La Corée n'est pas incluse dans le tableau en raison de la qualité insuffisante des données sur ce niveau de formation.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470186>

A9

Tableau A9.1. [2/2] **Valeur actuelle nette privée et taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires lors de la formation initiale, en équivalents USD (2007 ou année de référence indiquée)**

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
FEMME													
OCDE	Australie	2005	-2 891	-23 380	-26 271	94 208	-29 950	0	-17 689	23 288	69 857	43 586	11.9 %
	Autriche	2007	-1 635	-39 437	-41 073	174 544	-27 749	-36 891	-24 746	24 375	109 534	68 461	8.9 %
	Belgique ¹												
	Canada	2007	-2 642	-28 852	-31 494	131 145	-28 469	-13 553	-719	23 229	111 632	80 138	10.7 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-1 870	-22 236	-24 106	84 041	-20 163	-18 570	0	65 558	110 866	86 760	15.9 %
	Danemark	2007	-547	-28 982	-29 529	131 336	-49 824	-12 498	0	14 882	83 896	54 366	11.1 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-191	-29 064	-29 255	46 963	-14 043	-4 657	-14 652	21 928	35 538	6 283	-1.5 %
	France	2007	-2 284	-25 279	-27 564	57 780	-11 178	-12 193	-2 502	31 655	63 562	35 998	7.8 %
	Allemagne	2007	-3 435	-33 213	-36 648	109 439	-29 559	-32 877	-35 152	44 706	56 558	19 910	5.6 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-814	-17 157	-17 971	73 201	-27 449	-17 656	0	30 554	58 649	40 678	10.9 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-666	-28 326	-28 993	208 109	-25 953	-16 444	0	19 020	184 733	155 740	25.4 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-884	-33 025	-33 909	137 400	-44 841	-15 224	0	28 616	105 951	72 042	8.5 %
	Japon ²												
	Corée ³												
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas ¹												
	Nouvelle-Zélande	2007	-2 787	-31 353	-34 139	75 316	-17 930	-1 125	-12 048	10 971	55 183	21 044	6.3 %
	Norvège	2007	-2 674	-39 522	-42 196	131 887	-36 552	-11 685	-14 003	18 575	88 222	46 026	7.4 %
	Pologne	2006	-177	-13 249	-13 425	62 434	-7 066	-22 813	0	26 653	59 207	45 781	11.9 %
	Portugal	2006	-12	-20 631	-20 642	150 215	-31 104	-17 731	0	10 416	111 796	91 153	20.8 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovénie	2007	-2 176	-18 557	-20 733	118 292	-16 877	-28 104	-708	9 009	81 612	60 879	11.3 %
	Espagne	2007	-1 348	-11 938	-13 286	114 657	-31 228	-8 554	0	19 656	94 532	81 246	13.7 %
	Suède	2007	-22	-26 139	-26 161	94 460	-31 299	-9 260	-20 376	38 890	72 415	46 253	9.6 %
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	2005	-336	-12 058	-12 394	75 879	-8 395	-9 432	0	-12 434	45 618	33 223	9.3 %	
Royaume-Uni	2006	-4 773	-34 679	-39 452	211 146	-51 120	-25 797	-49 919	31 680	115 990	76 538	10.5 %	
États-Unis	2007	-2 872	-23 781	-26 653	230 500	-49 452	-20 044	-8 040	31 312	184 276	157 623	19.6 %	
Moyenne OCDE		-1 668	-25 755	-27 424	119 664	-28 105	-15 958	-9 550	24 407	90 458	63 035	11.2 %	

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

3. La Corée n'est pas incluse dans le tableau en raison de la qualité insuffisante des données sur ce niveau de formation.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470186>

Tableau A9.2. [1/2] Valeur actuelle nette publique et taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires lors de la formation initiale, en équivalents USD (2007 ou année de référence indiquée)

		Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne
HOMME												
OCDE	Australie	2005	-14 757	-4 357	-19 114	36 052	0	1 364	9 215	46 632	27 518	8.6 %
	Autriche	2007	-39 507	-9 061	-48 568	62 107	46 349	8 227	11 522	128 205	79 637	8.7 %
	Belgique ¹											
	Canada	2007	-20 114	-2 859	-22 974	35 962	8 078	0	7 138	51 178	28 204	7.1 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-18 306	-6 804	-25 110	17 500	11 059	0	18 478	47 037	21 927	6.7 %
	Danemark	2007	-28 705	-12 076	-40 781	67 770	13 925	11 720	6 455	99 870	59 089	8.7 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-19 061	-3 568	-22 629	22 243	4 710	6 392	7 646	40 991	18 362	7.6 %
	France	2007	-29 063	-5 660	-34 722	12 887	9 800	1 082	8 452	32 221	-2 501	2.7 %
	Allemagne	2007	-23 597	-7 812	-31 410	20 790	17 860	19 501	29 938	88 089	56 680	15.6 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-14 543	-6 026	-20 569	29 396	12 189	0	11 922	53 507	32 938	8.3 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-20 729	-7 054	-27 784	56 783	8 256	0	6 369	71 408	43 624	7.1 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-30 614	-8 568	-39 181	59 924	16 143	0	5 277	81 343	42 162	5.7 %
	Japon ²											
	Corée ³											
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas ¹												
Nouvelle-Zélande	2007	-16 527	-4 015	-20 542	45 654	1 891	2 992	3 559	54 096	33 553	8.0 %	
Norvège	2007	-34 470	-10 723	-45 193	63 445	17 112	4 147	7 199	91 904	46 711	7.7 %	
Pologne	2006	-12 824	-7 216	-20 040	4 246	11 991	0	9 813	26 050	6 010	4.4 %	
Portugal	2006	-19 937	-3 854	-23 791	53 798	23 500	0	-879	76 420	52 629	7.7 %	
Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Slovénie	2007	-20 398	-5 164	-25 562	17 749	24 705	0	6 089	48 543	22 981	6.2 %	
Espagne	2007	-17 532	-1 048	-18 580	19 077	5 263	0	1 977	26 317	7 738	4.3 %	
Suède	2007	-26 133	-7 755	-33 888	31 370	8 273	15 802	9 500	64 944	31 056	9.7 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-4 776	-4 551	-9 327	9 997	9 514	0	1 188	20 699	11 371	6.4 %	
Royaume-Uni	2006	-15 838	-3 817	-19 655	51 838	25 919	3 350	10 709	91 815	72 161	10.1 %	
États-Unis	2007	-30 470	-1 063	-31 533	66 801	22 796	4 848	7 585	102 029	70 497	10.4 %	
Moyenne OCDE			-21 805	-5 860	-27 664	37 399	14 254	3 782	8 531	63 967	36 302	7.7 %

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

3. La Corée n'est pas incluse dans le tableau en raison de la qualité insuffisante des données sur ce niveau de formation.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470205>

A9

Tableau A9.2. [2/2] **Valeur actuelle nette publique et taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non tertiaires lors de la formation initiale, en équivalents USD (2007 ou année de référence indiquée)**

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Coûts totaux	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Bénéfices totaux	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
FEMME												
OCDE	Australie	2005	-14 757	-4 495	-19 252	25 858	0	17 689	4 092	47 639	28 387	17.2 %
	Autriche	2007	-39 507	-8 754	-48 261	27 007	32 530	24 746	5 103	89 385	41 124	7.1 %
	Belgique ¹											
	Canada	2007	-20 114	-2 923	-23 037	26 822	12 040	719	3 161	42 742	19 705	5.8 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-18 306	-5 395	-23 701	13 867	10 427	0	14 439	38 733	15 032	5.9 %
	Danemark	2007	-28 705	-12 238	-40 943	46 022	10 562	0	5 738	62 322	21 379	5.7 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-19 061	-3 527	-22 588	10 562	3 188	14 652	4 951	33 353	10 765	6.9 %
	France	2007	-29 063	-5 018	-34 081	8 626	7 905	2 502	6 841	25 873	-8 207	1.8 %
	Allemagne	2007	-23 597	-7 856	-31 454	25 731	23 521	35 152	13 184	97 588	66 134	12.5 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-14 543	-5 838	-20 381	23 484	12 493	0	9 129	45 106	24 725	6.9 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-20 729	-7 059	-27 788	25 089	15 882	0	1 426	42 396	14 608	5.2 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-30 614	-7 466	-38 080	40 842	12 613	0	6 610	60 065	21 984	4.8 %
	Japon ²											
	Corée ³											
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas ¹		cf notes									
	Nouvelle-Zélande	2007	-16 527	-3 929	-20 456	15 897	984	12 048	2 175	31 104	10 648	5.7 %
	Norvège	2007	-34 470	-10 691	-45 161	33 825	10 251	14 003	4 161	62 240	17 079	5.3 %
	Pologne	2006	-12 824	-5 684	-18 508	5 661	15 984	0	8 235	29 879	11 371	5.3 %
	Portugal	2006	-19 937	-2 842	-22 779	30 147	16 590	0	2 098	48 835	26 056	6.1 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovénie	2007	-20 398	-5 241	-25 639	16 274	26 130	708	2 577	45 690	20 050	5.8 %
	Espagne	2007	-17 532	-921	-18 453	29 970	7 315	0	2 496	39 781	21 328	6.0 %
	Suède	2007	-26 133	-7 556	-33 689	23 870	6 567	20 376	10 122	60 934	27 246	9.2 %
	Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Turquie	2005	-4 776	-4 892	-9 668	10 025	11 264	0	-3 463	17 827	8 159	5.8 %
	Royaume-Uni	2006	-15 838	1 057	-14 781	46 747	23 374	49 919	6 796	126 836	112 055	21.9 %
	États-Unis	2007	-30 470	-1 074	-31 544	45 414	17 671	8 040	6 411	77 536	45 992	9.0 %
	Moyenne OCDE		-21 805	-5 350	-27 155	25 321	13 204	9 550	5 537	53 613	26 458	7.6 %

1. La Belgique et les Pays-Bas ne sont pas inclus dans le tableau car le deuxième cycle de l'enseignement secondaire y est obligatoire.

2. Le Japon n'est pas inclus dans le tableau en raison de l'absence de données ventilées entre les premier et deuxième cycles du secondaire.

3. La Corée n'est pas incluse dans le tableau en raison de la qualité insuffisante des données sur ce niveau de formation.

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470205>

Tableau A9.3. Valeur actuelle nette privée et taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire lors de la formation initiale, en équivalents USD (2007 ou année de référence indiquée)

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Revenus bruts du travail	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
HOMME												
OCDE	Australie	2005	-14 426	-36 420	255 043	-104 749	0	1 067	6	100 520	9.1 %	
	Autriche	2007	-8 806	-46 643	371 437	-115 267	-45 311	0	9 139	8 973	173 522	10.4 %
	Belgique	2005	-2 133	-30 842	330 069	-146 546	-50 240	0	14 294	862	115 464	11.9 %
	Canada	2007	-18 549	-31 926	315 476	-100 857	-7 420	0	17 844	1 103	175 670	11.9 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-2 844	-29 602	366 844	-69 749	-35 043	0	10 843		240 449	17.6 %
	Danemark	2007	-2 330	-42 645	220 552	-114 832	-16 666	-5 084	-8 731	25 682	55 946	9.4 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-1 543	-54 099	312 689	-127 081	-22 749	0	19 569	8 730	135 515	11.1 %
	France	2007	-5 202	-44 540	290 891	-65 381	-38 676	0	3 938	3 103	144 133	10.7 %
	Allemagne	2007	-5 387	-51 965	362 747	-142 711	-73 358	0	53 169	5 274	147 769	11.5 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-3 873	-22 318	421 782	-130 630	-59 816	0	23 754	1 199	230 098	20.0 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-3 759	-39 460	406 325	-110 604	-10 170	0	8 058	3 556	253 947	13.9 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-6 977	-48 756	485 212	-92 371	-24 098	0	-4 712	3 668	311 966	11.8 %
	Japon	2007	-37 215	-66 750	326 614	-64 523	-36 039	0	20 931		143 018	7.4 %
	Corée	2007	-19 846	-32 639	438 338	-77 162	-19 979	0	12 156		300 868	13.6 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2006	-12 351	-80 305	360 261	-143 665	-35 935	0	8 808	16 115	112 928	7.4 %
	Nouvelle-Zélande	2007	-9 132	-37 956	193 122	-67 773	-2 465	-94	-2 868	1 623	74 457	8.9 %
	Norvège	2007	-997	-49 289	252 817	-93 575	-19 454	0	-3 407	6 226	92 320	7.3 %
	Pologne	2006	-4 547	-19 838	308 019	-35 830	-79 920	0	45 499	1 742	215 125	21.4 %
	Portugal	2006	-5 903	-24 146	484 640	-77 432	-28 586	0	25 278		373 851	18.5 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovénie	2007	-5 895	-20 705	430 880	-97 103	-84 520	0	2 805	200	225 663	19.1 %
Espagne	2007	-8 074	-31 483	188 521	-49 829	-12 490	0	8 674		95 320	9.0 %	
Suède	2007	-4 362	-50 741	204 867	-89 279	-8 060	0	1 417	8 639	62 481	7.1 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-1 061	-9 402	106 985	-18 682	-16 424	0	2 761		64 177	19.3 %	
Royaume-Uni	2006	-13 536	-70 193	410 276	-113 696	-24 502	0	17 604	1 701	207 653	11.2 %	
États-Unis	2007	-69 907	-39 313	618 300	-180 894	-46 747	0	42 369		323 808	11.3 %	
Moyenne OCDE		-10 746	-40 479	338 508	-97 209	-31 947	-207	13 210	5 467	175 067	12.4 %	
FEMME												
OCDE	Australie	2005	-14 426	-36 370	219 590	-72 697	0	14 976	6	111 078	11.3 %	
	Autriche	2007	-8 806	-46 444	286 848	-80 191	-52 581	0	4 322	8 973	112 121	9.8 %
	Belgique	2005	-2 133	-29 666	255 955	-102 599	-56 606	0	36 372	862	102 183	14.5 %
	Canada	2007	-18 549	-32 640	221 289	-57 157	-17 636	0	10 678	1 103	107 088	11.1 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-2 844	-25 441	221 063	-52 199	-30 754	0	24 704		134 529	16.0 %
	Danemark	2007	-2 330	-42 572	134 157	-49 751	-10 916	-4 666	1 950	25 682	51 555	11.4 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-1 543	-53 726	186 268	-66 033	-14 136	-2 625	19 460	8 730	76 394	9.0 %
	France	2007	-5 202	-42 461	190 775	-39 009	-28 156	0	15 155	3 103	94 206	9.9 %
	Allemagne	2007	-5 387	-52 667	243 123	-75 011	-56 960	-306	26 665	5 274	84 732	8.4 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-3 873	-20 252	229 315	-96 706	-42 183	0	18 694	1 199	86 195	14.3 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2007	-3 759	-39 374	373 640	-114 344	-28 582	0	11 528	3 556	202 664	17.7 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-6 977	-45 725	181 641	-62 065	-16 963	0	1 722	3 668	55 301	7.0 %
	Japon	2007	-37 215	-49 265	231 306	-20 848	-29 117	0	9 951		104 812	7.8 %
	Corée	2007	-19 846	-33 982	295 653	-31 450	-21 324	-6 002	7 029		190 077	7.8 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2006	-12 351	-77 857	249 090	-83 666	-42 675	0	14 120	16 115	62 777	6.2 %
	Nouvelle-Zélande	2007	-9 132	-37 896	124 606	-31 672	-1 645	-4 563	2 239	1 623	43 560	7.3 %
	Norvège	2007	-997	-49 574	194 625	-55 174	-15 461	0	2 591	6 226	82 235	9.0 %
	Pologne	2006	-4 547	-15 268	182 337	-20 299	-58 532	0	44 285	1 742	129 717	20.4 %
	Portugal	2006	-5 903	-20 483	355 880	-92 120	-36 253	0	9 848		210 968	18.4 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovénie	2007	-5 895	-20 090	319 493	-74 631	-74 593	0	22 535	200	167 020	17.7 %
Espagne	2007	-8 074	-29 446	191 188	-50 145	-13 510	0	22 002		112 016	11.3 %	
Suède	2007	-4 362	-50 462	113 844	-33 618	-8 648	-107	9 969	8 639	35 256	5.8 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-1 061	-8 185	116 530	-21 267	-19 627	0	14 075		80 466	19.2 %	
Royaume-Uni	2006	-13 536	-68 853	331 461	-76 300	-37 754	-343	19 056	1 701	155 432	8.8 %	
États-Unis	2007	-69 907	-40 273	372 672	-93 695	-29 957	0	18 952		157 793	8.6 %	
Moyenne OCDE		-10 746	-38 759	232 894	-62 106	-29 783	-744	15 315	5 467	110 007	11.5 %	

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470224>

A9

Tableau A9.4. Valeur actuelle nette publique et taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire lors de la formation initiale, en équivalents USD (2007 ou année de référence indiquée)

	Année	Coûts directs	Manque à gagner	Effet de la fiscalité	Effet des cotisations sociales	Effet des transferts	Effet du chômage	Effet des bourses	Valeur actuelle nette	Taux de rendement interne	
HOMME											
OCDE	Australie	2005	-13 209	-7 002	104 353	0	0	396	-6	84 532	12.4 %
	Autriche	2007	-51 546	-10 354	113 222	43 918	0	3 438	-8 973	89 705	6.8 %
	Belgique	2005	-20 552	-8 132	142 138	48 240	0	6 407	-862	167 241	14.9 %
	Canada	2007	-24 166	-3 234	97 358	6 425	0	4 494	-1 103	79 774	10.5 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-14 749	-8 735	68 078	33 885	0	2 828		81 307	12.9 %
	Danemark	2007	-64 272	-18 007	117 724	17 609	5 084	-3 835	-25 682	28 621	4.0 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-34 358	-6 565	121 751	21 420	0	6 660	-8 730	100 177	8.9 %
	France	2007	-28 412	-8 841	64 930	38 135	0	992	-3 103	63 701	7.5 %
	Allemagne	2007	-29 854	-12 292	130 173	62 855	0	23 041	-5 274	168 649	12.6 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-13 612	-8 763	124 793	56 338	0	9 315	-1 199	166 872	21.8 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-21 467	-9 833	109 079	9 816	0	1 878	-3 556	85 917	10.2 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-18 847	-11 023	93 319	24 717	0	-1 567	-3 668	82 932	10.0 %
	Japon	2007	-17 897	-15 254	62 285	33 612	0	4 665		67 411	8.4 %
	Corée	2007	-5 185	-2 923	76 050	19 188	0	1 903		89 034	17.9 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2006	-34 104	-34 351	141 871	34 115	0	3 613	-16 115	95 030	6.5 %
	Nouvelle-Zélande	2007	-17 470	-4 756	68 519	2 502	94	-782	-1 623	46 482	9.3 %
	Norvège	2007	-31 963	-13 333	94 347	19 719	0	-1 036	-6 226	61 507	6.1 %
	Pologne	2006	-10 791	-9 092	32 030	69 015	0	14 706	-1 742	94 125	14.8 %
	Portugal	2006	-11 848	-4 706	73 993	27 167	0	4 858		89 464	18.1 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovenie	2007	-19 911	-5 848	96 667	83 921	0	1 035	-200	155 664	16.3 %
	Espagne	2007	-30 308	-2 429	48 395	11 942	0	1 982		29 582	5.8 %
Suède	2007	-36 490	-14 668	88 854	7 979	0	507	-8 639	37 542	5.1 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-9 567	-3 814	18 209	16 010	0	886		21 724	9.3 %	
Royaume-Uni	2006	-24 919	-16 257	110 230	23 095	0	4 873	-1 701	95 322	10.4 %	
États-Unis	2007	-32 281	-1 776	171 718	43 611	0	12 312		193 584	15.7 %	
Moyenne OCDE		-24 711	-9 680	94 803	30 209	207	4 143	-5 467	91 036	11.1 %	
FEMME											
OCDE	Australie	2005	-13 209	-6 993	69 331	0	0	3 366	-6	52 490	12.5 %
	Autriche	2007	-51 546	-10 309	79 460	51 803	0	1 509	-8 973	61 943	6.0 %
	Belgique	2005	-20 552	-7 822	93 938	51 660	0	13 607	-862	129 970	17.5 %
	Canada	2007	-24 166	-3 307	55 608	16 881	0	2 304	-1 103	46 218	9.2 %
	Chili		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Rép. tchèque	2007	-14 749	-7 011	48 602	27 676	0	6 674		61 193	11.6 %
	Danemark	2007	-64 272	-17 976	49 161	10 708	4 666	798	-25 682	-42 598	0.8 %
	Estonie		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Finlande	2007	-34 358	-6 520	61 806	12 819	2 625	5 545	-8 730	33 185	5.7 %
	France	2007	-28 412	-8 428	37 259	26 098	0	3 808	-3 103	27 220	5.7 %
	Allemagne	2007	-29 854	-12 458	70 549	51 359	306	10 063	-5 274	84 692	8.9 %
	Grèce		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	2007	-13 612	-7 539	91 824	39 014	0	8 052	-1 199	116 539	18.2 %
	Islande		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	2006	-21 467	-9 812	112 497	27 972	0	2 457	-3 556	108 091	12.4 %
	Israël		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Italie	2006	-18 847	-10 338	61 193	16 803	0	1 033	-3 668	46 176	7.6 %
	Japon	2007	-17 897	-10 654	20 218	27 924	0	1 822		21 414	6.2 %
	Corée	2007	-5 185	-3 043	31 111	20 817	6 002	847		50 549	9.2 %
	Luxembourg		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Mexique		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	2006	-34 104	-26 483	81 979	39 014	0	5 348	-16 115	49 639	5.6 %
	Nouvelle-Zélande	2007	-17 470	-4 749	31 220	1 616	4 563	480	-1 623	14 038	6.1 %
	Norvège	2007	-31 963	-13 410	54 712	15 260	0	663	-6 226	19 036	4.6 %
	Pologne	2006	-10 791	-6 870	17 158	47 139	0	14 534	-1 742	59 427	12.5 %
	Portugal	2006	-11 848	-3 689	89 669	35 321	0	3 385		112 837	17.6 %
	Rép. slovaque		m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Slovenie	2007	-19 911	-5 674	70 951	69 680	0	8 594	-200	123 439	13.4 %
	Espagne	2007	-30 308	-2 272	46 995	12 120	0	4 540		31 075	6.5 %
Suède	2007	-36 490	-14 587	31 406	7 955	107	2 905	-8 639	-17 344	1.5 %	
Suisse		m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	2005	-9 567	-3 320	19 194	17 528	0	4 171		28 006	9.1 %	
Royaume-Uni	2006	-24 919	-8 719	73 039	36 048	343	4 967	-1 701	79 058	9.5 %	
États-Unis	2007	-32 281	-1 820	90 324	28 513	0	4 814		89 551	11.4 %	
Moyenne OCDE		-24 711	-8 552	59 568	27 669	744	4 651	-5 467	55 434	9.2 %	

Source : OCDE. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470243>



Extrait de :
Education at a Glance 2011
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2011-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Quels sont les facteurs qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2011 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2011-13-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.